



**MINISTÈRE
DES ARMÉES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

SERVICE DU COMMISSARIAT DES ARMÉES

**PLATE-FORME COMMISSARIAT BREST
(PFC BREST)
BCRM BREST - CC 20
29 240 BREST CEDEX 9**

**Entretien et maintien de la navigabilité des
aéronefs au profit du cercle mixte de la marine à
Lorient**

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Numéro de consultation : DAF_2024_001947

Procédure de passation : Procédure adaptée (MAPA) conformément aux articles L. 2123-1, R. 2123-1 et R. 2123-4 du code de la commande publique.

Textes de référence :

- ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative de la commande publique,
- décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire de la commande publique.

SOMMAIRE

Procédure de passation : Procédure adaptée (MAPA) conformément aux articles L. 2123-1, R. 2123-1 et R. 2123-4 du code de la commande publique.....	1
ARTICLE 1 – OBJET de l'accord-cadre.....	4
ARTICLE 2 – ALLOTISSEMENT	4
ARTICLE 3 – PROCEDURE DE PASSATION	4
ARTICLE 4 – FORME ET ETENDUE de L'ACCORD CADRE	4
ARTICLE 5 – DUREE D'exécution ET RECONDUCTION De l'accord cadre	4
ARTICLE 6 - DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	5
ARTICLE 7 - MODALITÉS D'EXÉCUTION.....	5
7.1 Représentation des parties	5
7.2 Conditions d'exécution	6
ARTICLE 8 – REGIME FINANCIER.....	11
8.1 Forme et contenu des prix	11
8.2 Variation des conditions économiques.....	11
8.3 Clause de change.....	13
8.4 Nantissement, cession de créance.....	13
8.5 Retenue de garantie	13
8.6 Avances	13
8.7 Acomptes.....	13
8.8 Paiement par carte achat	14
8.9 Unité monétaire.....	14
8.10 Taxe sur la valeur ajoutée	14
8.11 Modalités de facturation.	14
8.12 Transmission des factures.	14
8.13 Délais de paiement.....	14
8.14 Intérêts moratoires.....	14
8.15 Modifications financières pour circonstances imprévisibles	14
ARTICLE 9 – DISPOSITIONS DIVERSES	15
9.1 Forme des notifications et des informations.....	15
9.2 Langue	15
9.3 Sous-traitant	16
9.4 Assurances	16
9.5 Propriété intellectuelle	16
9.6 Modifications relatives au titulaire de l'accord-cadre.....	16
9.7 Sauvegarde, redressement judiciaire ou liquidation judiciaire.....	16
9.8 Documents à produire pendant l'exécution de l'accord-cadre	17
9.9 Résiliation de l'accord-cadre.....	17
9.10 Règlement d'un différend par la médiation et litiges	17

9.11 Certificat de bonne exécution de marché (CBEM).....	19
ARTICLE 10 – DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	19

Liste des abréviations :

ALPHA : application en ligne du pilotage des achats ;
 APRS : approbation pour remise en service ;
 BAN : base aéronavale ;
 BdD BSL : base de défense de Brest/Lorient ;
 CCAG : cahier des clauses administratives générales ;
 CCAP : cahier des clauses administratives particulières ;
 CCP : code de la commande publique ;
 CCTP : cahier des clauses techniques particulières ;
 CDN : certificat de navigabilité ;
 CND : contrôle non destructif ;
 CEN : certificat d'examen de navigabilité ;
 CSAM : cercle sportif et artistique de la Marine ;
 DAF : dossier d'affaires (vocabulaire ALPHA) ;
 DGAC : direction générale de l'aviation civil ;
 DRO : document relatif à l'offre ;
 MINARM : ministère des Armées ;
 OSAC : organisme pour la sécurité de l'aviation civile ;
 PLACE : plateforme des achats de l'Etat ;
 RC : règlement de la consultation ;
 RPA : représentant du pouvoir adjudicateur.

Désignation :

- Représentant du service utilisateur : responsable de la section vol à moteur de Lann Bihoué.
- Autorité d'immatriculation des aéronefs : direction générale de l'aviation civile (DGAC).
- Autorité chargée du suivi du respect de l'entretien des aéronefs : organisme pour la sécurité de l'aviation civile (OSAC).
- Organisme de gestion de l'accord-cadre : section vol à moteur de Lann-Bihoué.
- Organisme de maintenance : unité d'entretien agréée = titulaire.
- Propriétaire des aéronefs : cercle sportif et artistique de la Marine à Lorient (CSAM).

LIMINAIRE

L'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 est mentionnée « ordonnance » et le décret n°2018-1075 du 03 décembre 2018 est mentionné « décret » dans les dispositions du présent accord-cadre.

ARTICLE 1 – OBJET DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre a pour objet l'entretien et le maintien de la navigabilité des aéronefs du cercle sportif et artistique de la Marine (CSAM) à Lorient.

L'accord-cadre se compose des deux postes suivants :

- Poste 1 : Maintenances programmées ;
- Poste 2 : Maintenances non programmées (réparations).

La flotte concernée par le présent accord-cadre est :

- avion F-GDJE
- avion F-GLKX

Cette flotte est susceptible d'évoluer par des déclassements ou ajouts d'aéronefs. En cas d'ajout d'un nouveau type d'aéronef, celui-ci est pris en compte par la notification d'un avenant à la condition que le titulaire soit agréé pour ce nouveau type d'appareil.

Les caractéristiques techniques des prestations sont décrites dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP n° DAF_2024_001947).

ARTICLE 2 – ALLOTISSEMENT

L'accord-cadre n'est pas alloti compte tenu du caractère indivisible de la prestation.

ARTICLE 3 – PROCEDURE DE PASSATION

Le présent accord-cadre est passé selon la procédure adaptée en application des articles L. 2123-1, R. 2123-1 à R.2123-4 du CCP.

ARTICLE 4 – FORME ET ETENDUE DE L'ACCORD CADRE

Le présent accord-cadre s'exécute par bons de commande suivant les dispositions des articles R. 2162-13 et 2162-14 du CCP.

Le présent accord-cadre est conclu sans fixation de minimum en valeur ou en quantité et avec un maximum en valeur égal à 142 000,00 € HT sur la durée totale de l'accord-cadre.

ARTICLE 5 – DUREE D'EXECUTION ET RECONDUCTION DE L'ACCORD CADRE

L'accord-cadre est exécutable à compter du 9 mars 2025 ou de sa date de notification si celle-ci est postérieure, pour une durée d'un (1) an.

Il est reconductible tacitement, par période d'un an (1) à compter de sa date anniversaire de début d'exécution, sans que sa durée totale ne puisse excéder quatre (4) ans. Le titulaire ne peut refuser la reconduction (R 2112-4 du CCP).

En cas de non reconduction, la personne publique notifie sa décision au titulaire au moins deux (2) mois avant la date de reconduction. Le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité.

ARTICLE 6 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

L'accord-cadre est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- a) l'acte d'engagement ATTRI 1 et son annexe le Document Relatif à l'Offre (DRO) ;
- b) le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP n° DAF_2024_001947) et son annexe ;
- c) le cahier des clauses techniques particulières (CCTP n° DAF_2024_001947) ;
- d) le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG/FCS) ;
- e) l'offre technique du titulaire en tout ce qu'elle n'est pas contraire aux documents précités ;
- f) les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du accord-cadre.

Seul l'exemplaire original des documents conservé dans les archives de la personne publique, fait foi.

Le CCP et le CCAG de référence sont disponibles sur le site Internet : <https://www.economie.gouv.fr/daj/code-commande-publique-et-autres-textes>.

ARTICLE 7 - MODALITÉS D'EXÉCUTION

7.1 Représentation des parties

7.1.1 Représentant du pouvoir adjudicateur (RPA)

Le directeur de la plate-forme commissariat Brest (PFC Brest) est le RPA. Il a reçu délégation du ministre des Armées, pouvoir adjudicateur au sens de l'article L 1211-1 du CCP, en vertu de l'arrêté du 22 juin 2007 modifié portant désignation des personnes n'appartenant pas à l'administration centrale signataires des marchés publics au ministère des Armées.

Il agit pour les formalités de :

- notification de l'accord-cadre et des bons de commande ;
- établissement, le cas échéant, de modifications de l'accord-cadre ;
- suivi administratif et financier ;
- règlement des litiges ;
- non-reconduction de l'accord-cadre ;
- résiliation de l'accord-cadre.

7.1.2 Représentants de la PFC Brest

Pour tous renseignements liés à l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire s'adresse :

- pour le suivi administratif, à la division achats publics de la PFC Brest (pfc-brest-soutien-operationnel.contact.fct@intradef.gouv.fr et tél : 02.98.14.05.10) ;
- à la section commande de la PFC Brest pour l'émission du bon de commande pfc-brest-commandes.contact.fct@intradef.gouv.fr (tél : 02.98.14.88.06 ou 02.98.22.25.47) ;

7.1.3 Représentants de l'unité bénéficiaire

Pour l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire s'adresse :

- pour toutes questions relatives aux bons de commande, à la section vol à moteur de Lann Bihoué dont les coordonnées figurent sur les bon de commande ;
- pour les renseignements afférents aux modalités d'accès au site de Lann Bihoué et aux règlement des factures, au cercle sportif et artistique de la Marine - tel : 02 97 12 40 51.

7.1.4 Comptable assignataire

Le comptable assignataire du CSAM est l'agent comptable du cercle de la base de défense de Brest/Lorient (BdD BSL).

7.1.5 Représentants du titulaire

Le titulaire désigne un ou plusieurs interlocuteurs, habilités à le représenter auprès de la personne publique, pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre.

Par dérogation à l'article 3.4.1 du CCAG de référence, cet ou ces interlocuteurs sont désignés dans l'offre du titulaire.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution de l'accord-cadre.

Le titulaire s'engage à informer, sans délai, la personne publique de toute modification d'interlocuteur désigné.

7.2 Conditions d'exécution

Le titulaire est réputé avoir, préalablement à la remise de son offre, pris connaissance du présent CCAP, du CCTP n° DAF_2024_001947 et du CCAG applicable au présent accord-cadre.

Il reconnaît qu'aucune des conditions générales ou spécifiques figurant dans ses propres documents commerciaux (conditions de vente, délais de paiement, documentation, etc...) ne pourra s'intégrer au présent accord-cadre.

7.2.1 Emission des bons de commande

L'accord-cadre est exécuté par l'émission de bons de commande, au fur et à mesure des besoins de la personne publique. Les bons de commande sont transmis au titulaire par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception. Toute signature des bons de commande, qu'elle soit électronique ou non, n'est pas requise.

Les bons de commande indique :

- le nom de l'organisme émetteur du bon de commande ;
- la référence de l'accord-cadre (numéro et date de notification) ;
- les références du titulaire (dénomination sociale et adresse) ;

- le numéro d'engagement juridique CHORUS et la date d'émission du bon de commande (numéro à 10 chiffres commençant par 14) et de l'accord-cadre ou du marché (voir ATTR11, partie D) ;
- les coordonnées (nom, adresse, téléphone, adresse, e-mail, télécopie) de l'émetteur du bon de commande ;
- le détail de la commande (nature, référence, quantité) ;
- les prix unitaires hors taxes en vigueur à la date du bon de commande ;
- le montant HT et TTC du bon de commande ;
- le délai maximum d'exécution des prestations ;
- l'adresse de facturation.

7.2.2 Délais d'exécution

7.2.2.1 Délai d'intervention sur le site de Lann Bihoué pour expertise et diagnostic

Ce délai, exprimé en heures ouvrées, et renseigné au DRO, court à compter de la date et heure de notification au titulaire de la fiche de demande d'intervention (accusé-réception faisant foi), jusqu'à la date et heure d'arrivée du titulaire sur le site de Lann Bihoué.

Les heures ouvrées correspondent aux jours ouvrables, hors jours fériés et chômés, dans les créneaux horaires suivants :

- de 8 heures à 12 heures ;
- de 13 heures à 17 heures.

7.2.2.2 Délai d'établissement d'un devis

Après diagnostic, le titulaire transmet au CSAM, par courriel, un devis dans un délai qui ne peut être supérieur à trois (3) jours ouvrés.

7.2.2.3 Délai d'exécution pour réparation de l'aéronef

Ce délai, exprimé en jours ouvrés et renseigné au DRO, court à compter :

- soit, de la date de notification du bon de commande au titulaire, lorsque les pièces détachées sont en stock (accusé-réception faisant foi)
- soit, de la date de réception des pièces détachées par le titulaire lorsque les pièces détachées sont en hors stock,

et se termine à la date de réparation de l'aéronef.

Ce délai ne peut être supérieur à quinze (15) jours ouvrés suivant la réception des pièces détachées.

Les bons de commande peuvent être notifiés au titulaire jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre et sont poursuivis jusqu'à leur complète exécution dans les délais figurant au DRO.

Le titulaire signale au RPA, indiqué à l'article 7.1.1, les causes faisant obstacle à l'exécution du bon de commande dans le délai contractuel selon les modalités figurant aux articles 13.3 ou 21.5 du CCAG de référence.

7.2.3 Lieu d'exécution

7.2.3.1 Adresse d'exécution

Les prestations sont réalisées dans les installations du titulaire ou de ses sous-traitants (sauf en cas de panne ne permettant pas le déplacement de l'aéronef).

L'acheminement de l'aéronef entre la Base aéronavale (BAN) de Lann-Bihoué et le site du titulaire est à la charge du CSAM.

Cas particulier de la visite des 50 heures de vol :

Elle peut être effectuée par les mécaniciens agréés de la section vol à moteur (organisme gestionnaire du présent accord-cadre) du CSAM, sur autorisation du titulaire.

7.2.3.2 Conditionnement, emballage

Sans objet.

7.2.3.3 Conditions particulières d'accès

Le titulaire est soumis, pour l'accès de son personnel sur le site de Lann Bihoué (pour la prestation d'intervention pour expertise et diagnostic), aux obligations relatives à la sécurité des sites du ministère des Armées.

Le titulaire prend contact avec le destinataire de la prestation dont les coordonnées figurent à l'article 7.1.3 du présent CCAP avec un préavis de 3 jours avant la date prévue d'exécution de la prestation pour convenir des modalités d'accès au site.

Il appartient notamment au titulaire d'effectuer, en temps utile, les demandes préalables pour le contrôle des personnes qu'il emploie ainsi que pour les personnels des sous-traitants et qui doivent entrer dans les sites des Armées.

7.2.3.4 Protocole de sécurité

Sans objet.

7.2.4 Obligations du titulaire

7.2.4.1 Obligation d'information

Le titulaire est tenu de signaler à la personne publique tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution de la prestation.

7.2.4.2 Obligation de confidentialité

Sans objet.

7.2.4.3 Responsabilité du titulaire

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser la prestation conformément aux spécifications du cahier des clauses techniques particulières. Pour la prestation qui lui incombe, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant l'accord-cadre. La prestation doit être conforme aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation de l'accord-cadre mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution.

7.2.4.4 Protection du secret

Sans objet.

7.2.5 Règlement général sur la protection des données

Sans objet.

7.2.6 Protection de la main-d'œuvre et conditions de travail

Il est fait application de l'article 6 du CCAG de référence.

7.2.7 Protection de l'environnement santé et sécurité.

Il est fait application de l'article 7 du CCAG de référence.

7.2.8 Clause de développement durable

7.2.8.1 Dispositions sociales

L'accord-cadre ne comprend pas de considérations sociales.

7.2.8.2 Dispositions environnementales

D'une manière générale, le titulaire veille à limiter son empreinte carbone et à adopter des pratiques écologiques, notamment :

- pour ses déplacements sur le site de la prestation, le titulaire privilégie, autant que possible, les déplacements avec des moyens non polluants ;
- pour les transmissions de documents liés à l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire privilégie l'usage de serveurs partagés plutôt que l'envoi de plusieurs versions successives par mails, ou optimise les mails pour en limiter le nombre ;
- pour les documents devant être imprimés, le titulaire privilégie les impressions en noir et blanc plutôt qu'en couleur, réduit autant que possible le nombre de pages des documents en optimisant la mise en page, etc...

7.2.9 Variantes

Sans objet.

7.2.10 Prestations supplémentaires éventuelles

Sans objet.

7.2.11 Prestations similaires pour les marchés de travaux et de services

Sans objet.

7.2.12 Clause de réexamen

Le présent accord-cadre peut faire l'objet de modifications conformément aux articles R. 2194-1 à R.2194-9 du CCP.

Est ainsi insérée à l'accord-cadre une clause de réexamen dont le champ d'application et la nature des éventuelles modifications ainsi que les conditions dans lesquelles il peut en être fait usage sont précisées ci-dessous :

- modification pour prise en compte de l'ajout ou du déclassement d'aéronef(s) ;
- modification de l'accord-cadre dans le cadre d'un changement de RPA rendu nécessaire par une réorganisation des services de l'administration ;
- modification d'une formule de révision de prix dans le cas où un indice servant au calcul venait à disparaître ;

- modifications liées à des circonstances imprévues ;
- modification d'une erreur matérielle manifeste.

La mise en œuvre de ces modifications est subordonnée à la seule décision de la personne publique. Ces dispositions ne pourront en aucun cas donner lieu à indemnisation. Toutes modifications concernant l'accord-cadre fait l'objet d'un acte administratif (avenant, ordre de service ...) émis par le représentant du pouvoir adjudicateur et sont notifiés au titulaire de l'accord-cadre via le site de la PLACE ou par voie électronique avec accusé de réception.

7.2.13 **Garanties**

La fourniture concernée par le présent accord-cadre fait l'objet d'une garantie légale de conformité et d'une garantie légale contre les vices cachés (articles 1641 et 1648 du code civil) qui ne peuvent être inférieures à 2 ans.

Les réparations effectuées sont garanties pendant une durée prévue au DRO et qui ne peut être inférieure à 6 mois à compter de la date d'admission de la prestation.

7.2.14 **Opérations de vérification quantitative et qualitative**

Il est fait ici application des articles 27 et 29 du CCAG de référence.

Par dérogation à l'article 28 du CCAG de référence, les opérations de vérification sont effectuées par le représentant de l'unité bénéficiaire qui consigne les résultats sur la constatation du service fait (annexe 1 du présent CCAP) après exécution complète des prestations.

Par dérogation à l'article 30.1 du CCAG de référence, l'admission est prononcée par le représentant de l'unité bénéficiaire, sous réserve des vices cachés, si elles répondent aux stipulations de l'accord-cadre.

L'admission prend effet à la date de notification au titulaire de la décision d'admission transmise par le représentant de l'unité bénéficiaire, et ne peut être postérieure à la date d'expiration du délai imparti pour prononcer et notifier la décision d'admission de celle-ci.

Cette décision est ensuite déposée par le titulaire dans CHORUS PRO à l'appui de la facture, pour mise en paiement.

7.2.15 **Service fait présumé**

Sans objet.

7.2.16 **Pénalités**

Lorsque la personne publique envisage d'appliquer des pénalités de retard, elle invite par écrit le titulaire à présenter ses observations dans un délai de quinze (15) jours.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG de référence, en cas de dépassement des délais d'exécution contractuels définis dans l'article 7.2.2 du présent CCAP, le titulaire encourt, sans application d'un quelconque seuil d'exonération et sans plafonnement, les pénalités suivantes :

Dépassement du délai contractuel d'intervention sur le site de Lann Bihoué pour expertise et diagnostic	25 € HT par heure ouvrée de retard
--	------------------------------------

Dépassement du délai imparti à la transmission d'un devis (3 jours ouvrés maximum)	50 € HT par jour ouvré de retard
Dépassement du délai contractuel pour réparation de l'aéronef	200 € HT par jour ouvré de retard

ARTICLE 8 – REGIME FINANCIER

8.1 Forme et contenu des prix

Le présent accord-cadre est conclu à prix unitaires, hors taxes et toutes taxes comprises. Les prix sont renseignés dans le document relatif à l'offre (DRO).

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales et autres frappant obligatoirement les prestations et les fournitures.

- Poste 1 : Maintenances programmées (cf. article 2.1.1 du CCTP)

Les prix unitaires, en euros hors taxes et toutes taxes comprises, sont établis par type d'intervention, qui comprend le temps de main d'œuvre hors consommables et les éventuelles pièces détachées.

- Poste 2 : Maintenances non programmées - réparations (cf. article 2.1.2 du CCTP)

Les maintenances non programmées font l'objet d'une demande de devis auprès du titulaire. Le devis comprend :

Les prix en euros hors taxes et toutes taxes comprises concernent :

- le coût de déplacement du technicien conforme au DRO ;
- le coût horaire de la main d'œuvre conforme au DRO ;
- le prix unitaire des pièces détachées.

Cas de refus du devis par la personne publique (cf. article 2.1.2.2 du CCTP) :

Le prix en euros hors taxes et toutes taxes comprises concerne les frais engagés dans l'élaboration du devis, frais de main d'œuvre compris.

Le règlement de la redevance au profit de l'OSAC se fera conformément à la réglementation en vigueur (*Arrêté du 28 décembre 2005 relatif aux redevances pour services rendus par l'Etat pour la sécurité et la sûreté de l'aviation civile et pris pour l'application des articles R. 611-3, R. 611-4 et R. 611-5 du code de l'aviation civile*).

8.2 Variation des conditions économiques

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M0 correspondant au mois de la date limite de remise des offres.

Pour tenir compte de la variation économique, les prix initiaux sont révisés à la date anniversaire de notification de l'accord-cadre et dans la limite d'une modification tarifaire par tranche de douze (12) mois, selon les formules paramétriques indiquées ci-dessous. La révision se fait à la baisse comme à la hausse.

➤ **Poste 1 : Maintenances programmées**

La révision est effectuée par application de la formule paramétrique suivante :

$$P = P0 \times [0,2 + (0,8 \times \frac{(0,3 \times S)}{S0}) + \frac{(0,7 \times M)}{M0}]$$

dans laquelle :

P = prix révisé hors taxes à la date de révision de l'accord-cadre ;

P0 = prix initial hors taxes inscrit sur le document relatif à l'offre (DRO) au mois de remise des offres ;

S = dernière valeur de l'indice mensuel du coût horaire du travail révisé, salaires et charges dans l'Industrie mécanique et électrique – (identifiant n°001565183 du site internet www.insee.fr), publié à la date de révision des prix ;

S0 = dernière valeur de l'indice du coût horaire du travail révisé, salaires et charges dans l'Industrie mécanique et électrique – (identifiant n°001565183 du site internet www.insee.fr), publié au mois de remise des offres ;

M = dernière valeur de l'indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 33.16 – Réparation et entretien d'aéronefs et d'engins spatiaux – prix de base – base 2021 – données mensuelles brutes - Identifiant 010763986 sur le site Internet www.insee.fr) publiée à la date de révision ;

M0 = dernière valeur de l'indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 33.16 – Réparation et entretien d'aéronefs et d'engins spatiaux – prix de base – base 2021 – données mensuelles brutes - Identifiant 010763986 sur le site Internet www.insee.fr) parue au mois de remise des offres.

➤ **Poste 2 : Maintenance non programmées**

✓ **Poste 2.1 Déplacement**

La révision est effectuée par application de la formule paramétrique suivante :

$$P = P0 \times [0,2 + \frac{(0,8 \times (TCH))}{TCH0}]$$

dans laquelle :

P = prix révisé hors taxes à la date de révision de l'accord-cadre ;

P0 = prix initial hors taxes inscrit sur le document relatif à l'offre (DRO) au mois de remise des offres ;

TCH = dernière valeur de l'indice des prix à la consommation « Transport, communications et hôtellerie » - (Identifiant n°001763861 du site internet www.insee.fr), publié à la date de révision des prix ;

TCH0 = dernière valeur de l'indice des prix à la consommation « Transport, communications et hôtellerie » - (Identifiant n°001763861 du site internet www.insee.fr), publié au mois de remise des offres (correspondant à la date d'établissement des prix).

✓ **Poste 2.2 et 2.3 Main d'œuvre**

La révision est effectuée par application de la formule paramétrique suivante :

$$P = P0 \times [0,2 + (0,8 \times \frac{(S)}{S0})]$$

dans laquelle :

P = prix révisé hors taxes à la date de révision de l'accord-cadre ;

P0 = prix initial hors taxes inscrit sur le document relatif à l'offre (DRO) au mois de remise des offres ;

S = dernière valeur de l'indice mensuel du coût horaire du travail révisé, salaires et charges dans l'Industrie mécanique et électrique – (identifiant n°001565183 du site internet www.insee.fr), publié à la date de révision des prix ;

S0 = dernière valeur de l'indice du coût horaire du travail révisé, salaires et charges dans l'Industrie mécanique et électrique – (identifiant n°001565183 du site internet www.insee.fr), publié au mois de remise des offres.

Les coefficients ainsi obtenus ne comporteront pas plus de quatre chiffres après la virgule. Ils seront arrondis au millième supérieur (ex : 1,0252=1,026 ou 1,0250001=1,025).

En cas de changement, par l'INSEE de la dénomination et/ou de la base de calcul d'un indice avec un coefficient de raccordement associé, ce changement s'applique automatiquement et sans formalités.

En cas de suppression, par l'INSEE, d'un indice et de son remplacement par un indice unique, avec un coefficient de raccordement associé, ce remplacement est notifié au titulaire/mandataire, par la personne publique ou son représentant, par ordre de service. Le titulaire/mandataire dispose d'un délai de 30 jours pour formuler par écrit son éventuel désaccord. Passé ce délai, l'absence de réponse de celui-ci vaut acceptation du nouvel indice. En cas de désaccord exprimé dans le délai ci-dessus, les parties devront trouver un accord par voie d'avenant à l'accord-cadre.

Clause de sauvegarde :

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier l'accord-cadre sans indemnité, à la date contractuelle du changement des tarifs, dès lors que l'ajustement de prix conduit à une augmentation supérieure à 9 % sur la durée totale de l'accord-cadre.

8.3 Clause de change

Sans objet.

8.4 Nantissement, cession de créance

Il est remis, sur demande du titulaire une copie de l'original du bon de commande revêtue d'une mention dûment signée indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre la cession ou le nantissement des créances résultant du bon de commande.

8.5 Retenue de garantie

Il n'est pas pratiqué de retenue de garantie.

8.6 Avances

Sans objet.

8.7 Acomptes

Sans objet.

8.8 Paiement par carte achat

Sans objet.

8.9 Unité monétaire

L'unité monétaire de règlement de l'accord-cadre est l'euro.

8.10 Taxe sur la valeur ajoutée

La taxe sur la valeur ajoutée est appliquée au taux légal en vigueur lors du fait générateur. L'organisme non assujetti à la TVA devra l'indiquer sur l'acte d'engagement en indiquant le texte de référence qui l'en exonère.

8.11 Modalités de facturation.

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après constatation du service fait par le CSAM valant décision d'admission (cf. annexe 1 du présent CCAP).

8.12 Transmission des factures.

Le titulaire transmet ses factures à l'adresse suivante :

Club sportif de la Marine,
Section vol à moteur
6 rue de la cale orry,
56100 LORIENT

8.13 Délais de paiement

Le mode de règlement est le mandatement administratif à trente (30) jours maximum. Ce délai global de paiement s'entend à compter de la date ouvrant droit au règlement de la facture et s'apprécie à la date de validation du paiement par le comptable public.

8.14 Intérêts moratoires

En cas de retard dans le paiement, le titulaire ou le sous-traitant admis au paiement direct bénéficie de plein droit d'intérêts moratoires de la part de la personne publique sans qu'il ait besoin d'en faire la demande (articles R 2192-32 à R 2192-36 du CCP).

8.15 Modifications financières pour circonstances imprévisibles

Lorsque des circonstances imprévisibles et extérieures aux parties surviennent en cours d'exécution, les parties peuvent convenir d'une modification des clauses financières, si celle-ci est nécessaire à la poursuite de l'exécution, dans les conditions prévues à l'article R.2194-5 du CCP. Une telle modification n'est qu'une faculté pour la personne publique.

S'il envisage de modifier le contrat pour tenir compte des surcoûts engendrés par les circonstances imprévisibles, la personne publique se fonde sur les justifications financières précises que lui apporte le titulaire.

Seules peuvent être prises en compte les circonstances produisant un effet réel et certain sur l'exécution de l'accord-cadre, la présente clause n'ayant pas pour objet de compenser des surcoûts dont la survenance n'est qu'hypothétique.

A l'appui de toute demande tendant à la modification des conditions financières de l'accord-cadre, le titulaire doit :

- Adresser un mémoire en réclamation à la personne publique démontrant l'existence d'une circonstance imprévisible au sens de l'article R.2194-5 du CCP ;
- Justifier son prix de revient initial, tel qu'envisagé à la date de remise de son offre, et, par conséquent, sa marge bénéficiaire ainsi que les éventuelles provisions pour risques intégrées dans son prix ;
- Fournir tout document de nature comptable (bilans, factures, ...) ou contractuelle (notamment les contrats de fournitures ou de sous-traitance), attestant de la réalité et de l'étendue des surcoûts supportés depuis la survenance de l'évènement imprévisible, pour l'exécution du présent accord-cadre.

La personne publique vérifie la réalité et la sincérité de ces documents et décide de la suite à donner à la demande du titulaire.

En cas d'acceptation de la demande par la personne publique, les modifications apportées aux prix, aux tarifs ou aux clauses d'évolution des prix, font l'objet d'un avenant signé par les deux parties.

La durée de cet avenant est strictement limitée à la durée des circonstances imprévisibles. Celle-ci peut éventuellement être prolongée dans les conditions définies dans l'avenant.

L'avenant conclu sur le fondement du présent article précise, via une clause de rendez-vous, les conditions dans lesquelles, en fin d'exécution de l'accord-cadre, la personne publique et le titulaire déterminent le montant définitif de la compensation des surcoûts anormaux réellement subis par le titulaire.

Ainsi, si le montant des compensations excède le montant des pertes, le titulaire est alors redevable de la différence. Le montant correspondant est alors récupéré par la personne publique / le bénéficiaire :

- Soit par précompte sur les factures restant à émettre par le titulaire ;
- Soit par avoir, récupéré sur les montants restant à régler ou à défaut récupéré au moyen d'un titre de recouvrement.

ARTICLE 9 – DISPOSITIONS DIVERSES

9.1 Forme des notifications et des informations

La personne publique notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tous les moyens permettant d'attester la date de réception.

En cas de dématérialisation, les échanges se font par messagerie électronique.

9.2 Langue

Tous les documents écrits remis par le titulaire doivent être rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il devra fournir, à sa charge, ce document accompagné d'une traduction en français. De plus, l'ensemble des communications écrites ou orales durant la phase d'exécution s'effectuera en français.

9.3 Sous-traitant

Le titulaire est autorisé à sous-traiter en partie le présent accord-cadre sous réserve de l'acceptation préalable par la personne publique du ou des sous-traitants et de l'agrément par lui des conditions de paiement propres à chaque contrat de sous-traitance (R 2193-1 à R 2193-4 du CCP).

La déclaration de sous-traitance (DC4) constitue la demande d'acceptation du sous-traitant et d'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance.

En cas de sous-traitance, le titulaire demeure responsable de la totalité de l'accord-cadre.

9.4 Assurances

Conformément à l'article 9 du CCAG de référence le titulaire doit pouvoir justifier d'une assurance garantissant sa responsabilité en cas d'accidents ou de dommages survenant lors de l'exécution du présent accord-cadre.

Il est responsable des dommages que l'exécution de l'accord-cadre peut engendrer à son personnel, aux agents de l'administration ou à des tiers, à ses biens, aux biens appartenant à la personne publique ou à des tiers.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant sa responsabilité civile. Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite, à la personne publique, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément la personne publique de toute modification de son contrat d'assurance. Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

9.5 Propriété intellectuelle

Sans objet.

9.6 Modifications relatives au titulaire de l'accord-cadre

Le titulaire de l'accord-cadre est tenu de notifier sans délai à la personne publique les modifications survenant au cours de l'exécution de l'accord-cadre qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- à ses coordonnées bancaires ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;
- de façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement de l'accord-cadre.

En cas de manquement, la personne publique ne saurait être tenue pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

9.7 Sauvegarde, redressement judiciaire ou liquidation judiciaire

Dans le cas d'une sauvegarde, d'un redressement ou liquidation judiciaire, le titulaire doit, par l'intermédiaire de son représentant, de l'administrateur judiciaire ou du liquidateur

désigné, en informer sans délai le représentant du pouvoir adjudicateur. Il doit lui adresser, dans les quinze jours qui suivent la décision de justice, une copie de tous actes judiciaires relatifs au jugement de faillite personnelle, redressement judiciaire ou liquidation judiciaire ainsi qu'une copie de tous documents afférents aux autorisations de poursuite d'activités du titulaire, dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre.

9.8 Documents à produire pendant l'exécution de l'accord-cadre

Le titulaire est tenu de fournir les documents requis, conformément aux articles D.8222-5 ou D. 8222-7 et selon les modalités définies à l'article D. 8222-8 du code du travail et aux articles R. 2143-8 à R. 2143-10 du décret n° 2018-1075 du 03 décembre 2018, à savoir :

- les attestations et certificats, datant de moins de 6 mois, délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que les obligations fiscales et sociales ont été satisfaites ;
- un extrait de l'inscription au RCS (K ou K-bis) ou équivalent datant de moins de 3 mois.

Le titulaire n'est pas tenu de fournir ces justificatifs si la personne publique peut les obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans sa candidature ou son offre toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès soit gratuit.

En cas d'impossibilité d'obtenir les pièces prévues ou en cas d'inexactitude des documents et renseignements produits, il est fait application, aux torts du titulaire, des conditions de résiliation prévues à l'article 9.9 du présent CCAP.

9.9 Résiliation de l'accord-cadre

La personne publique peut résilier l'accord-cadre dans les cas prévus aux articles L.2195-1 à L.2195-2 du CCP.

L'accord-cadre peut-être résilié conformément aux dispositions du CCAG de référence (résiliation pour événements extérieurs ou liés au marché public, pour faute du titulaire ou pour motif d'intérêt général).

Après signature de l'accord-cadre, en cas d'inexactitude des documents et des renseignements prévus, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D8222-5 ou D8222-7 et selon les modalités définies à l'article D8222-8 du code du travail, l'accord-cadre sera résilié, après mise en demeure restée infructueuse, aux torts du titulaire selon les dispositions du CCAG de référence

La décision de résiliation de l'accord-cadre est notifiée au titulaire par lettre recommandée avec accusé réception. La résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

9.10 Règlement d'un différend par la médiation et litiges

Conformément aux articles L.2197-1 et L.2197-4 du CCP, et à l'article L.213-5 du code de justice administrative, les parties peuvent recourir à un médiateur.

Lorsqu'une partie souhaite recourir à la médiation, elle saisit le médiateur interne du ministère des armées. Dans ce cas, elle lui adresse par mail à l'adresse : minarm.mediateur-entreprises.fct@intradef.gouv.fr une demande qui précise le nom de l'entreprise et son

numéro SIREN, l'objet de la sollicitation, le service concerné du ministère, la personne de l'entreprise pouvant être contactée avec ses coordonnées mail et téléphoniques.

Le médiateur se prononce sur l'éligibilité de la demande et informe en retour la partie demanderesse dans les meilleurs délais. Dès lors la demande d'une partie est estimée éligible, le médiateur envoie un courriel aux parties, précisant la date d'acceptation des parties. Cette date constitue l'entrée en médiation et fixe la date de la première réunion de médiation. Les délais d'acceptation des deux parties, conformément au code de justice administrative.

Les parties peuvent décider de fixer un délai maximum de médiation.

La médiation ne peut être menée sur la base de litiges portant sur des créances prescrites par voie législative. En outre, elle ne peut être menée qu'à l'issue d'une décision explicite ou implicite de rejet (en tout ou partie) du mémoire en réclamation prévu par l'accord-cadre.

Sauf accord des parties, et exceptions prévues par le code de justice administrative, la médiation est soumise au principe de confidentialité ; les constatations du médiateur et les déclarations des parties recueillies par ses soins dans le cadre de la médiation restent confidentiels ; ce principe de confidentialité ne s'applique pas aux pièces, documents et déclarations qui sont connus des parties et préexistent à la médiation, sans préjudices des mentions de protection qui peuvent les concerner.

Chaque partie reste libre de quitter à tout moment le processus de médiation.

Les délais de recours contentieux et les prescriptions pour une durée qui ne peut être inférieure à six mois, recommencent à courir de la date à laquelle soit l'une des parties, soit le médiateur, déclare par courriel à l'ensemble des parties et au médiateur que la médiation est terminée.

Le recours au service de la médiation est entièrement gratuit.

Pour plus d'informations, un contact téléphonique est possible aux numéros suivants :
09 88 67 32 45 ou 06 78 66 73 94

La personne publique et le titulaire peuvent recourir au comité consultatif national de règlement amiable ou au médiateur des entreprises des différends relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions des articles R 2197-1 et suivants du code de la commande publique.

Les petites et moyennes entreprises pourront également solliciter la mission PME du ministère des armées (missionministerielle-pme.contact.fct@def.gouv.fr).

L'accord-cadre est régi par le droit français.

Tout litige concernant l'interprétation ou l'exécution de l'accord-cadre pourra être soumis au tribunal administratif de Rennes (Hôtel Bizien, 3 contour de la Motte, 35 044 Rennes cedex - tél 02.23.21.28.28–Fax 02.99.63.56.84–e-mail: greffe.ta-rennes@juradm.fr) seul compétent.

Conformément à l'article R.414-6 du code de la justice administrative, « les personnes physiques et morales de droit privé non représentées par un avocat, autres que celles chargées de la gestion permanente d'un service public, peuvent adresser leur requête à la juridiction par voie électronique au moyen d'un téléservice accessible par le réseau internet » (www.telerecours.fr).

9.11 Certificat de bonne exécution de marché (CBEM)

Le ministère des Armées peut délivrer au titulaire du présent contrat ayant donné toute satisfaction dans l'exécution de ses obligations, un « certificat de bonne exécution de marché », ceci sur demande du titulaire.

La décision de délivrer ce certificat est soumise à la libre appréciation du ministère des armées qui dispose, à cet égard, d'un pouvoir discrétionnaire. La délivrance d'un tel certificat pourra notamment être refusée si (liste non exhaustive) :

- la qualité ou la quantité des livrables ou prestation attendu(e)s n'est pas conforme aux stipulations contractuelles ;
- la relation commerciale s'est révélée difficile ;
- le titulaire se voit appliquer des pénalités de retard ;
- l'accord-cadre est résilié aux torts du titulaire.

ARTICLE 10 – DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dispositions du présent cahier des clauses administratives particulières dérogent aux articles du CCAG de référence dans les conditions suivantes :

Nature de la dérogation	Paragraphe au CCAP	CCAG de référence
Représentants du titulaire	Article 7.1.5	Article 3.4.1
Opérations de vérification quantitative et qualitative	Article 7.2.14	Articles 28 et 30.1
Pénalités	Article 7.2.16	Articles 14.1

ANNEXE 1 au CCAP n° DAF_2024_001947**CONSTATATION DU SERVICE FAIT**

UNITE: Cercle sportif et artistique de la Marine , section vol à moteur BP 92222 56998 LORIENT CEDEX	TITULAIRE DU MARCHE		
Représenté par : Qualité :	Représenté par : Qualité :		
Référence de l'accord-cadre : Date de notification de l'accord-cadre :			
Objet de l'accord-cadre : Entretien et maintien de la navigabilité des aéronefs au profit du cercle mixte de la marine à Lorient			
Référence du bon de commande : Date de notification du bon de commande : Date de réalisation de la prestation :			
DECISION :			
Cocher la case concernée	Type de décision	Motifs	
	Admission	Date d'admission : <input type="checkbox"/> Sans réserve <input type="checkbox"/> Avec les réserves suivantes	
	Ajournement		
	Réfaction		
	Rejet		
Pénalités à appliquer le cas échéant			
Type de pénalités	Montant des pénalités prévues	Dépassement en heure ou jours ouvrés	Montant de la pénalité en € HT
Dépassement du délai contractuel d'intervention sur le site de Lann Bihoué pour expertise et diagnostic	25 € HT par heure ouvrée de retard		
Dépassement du délai imparti à l'établissement d'un devis (3 jours ouvrés maximum)	50 € HT par jour ouvré de retard		
Dépassement du délai contractuel pour réparation de l'aéronef	200 € HT par jour ouvré de retard		
Fait à :		Le :	
Pour l'unité bénéficiaire Nom Prénom : Qualité :	Pour la société titulaire Nom Prénom : Qualité :		

Signature :	Signature :
-------------	-------------

La constatation du service fait est à compléter par le responsable de l'unité bénéficiaire dès que le service est fait. Le titulaire de l'accord-cadre doit valider cette constatation du service fait afin de la joindre à la facture pour sa mise en paiement (signatures obligatoires du responsable de l'unité et de la société prestataire).